

Prépension à partir de 56 ans en 2001 et 2002

Convention collective de travail relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2001 et 2002 conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique le 10 juillet 2001.

Article 1er. - La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2001-2002 du 22 décembre 2000, de l'article 8 § 2 de l'accord national 2001-2002 relatif à l'évolution du coût salarial, à la formation permanente et à l'emploi conclu le 26 mars 2001 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et de la loi à publier conformément à l'accord interprofessionnel 2001-2002 précité.

La présente convention collective de travail ne s'applique qu'aux entreprises qui en conviennent à leur niveau, par adhésion à la présente convention collective de travail sectorielle, soit sous la forme d'une convention collective de travail soit sous la forme d'un acte d'adhésion.

La présente convention collective de travail a pour objet d'instaurer, pour une durée limitée à la période s'étendant du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus et selon les modalités prévues par la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

Article 2. - La présente convention collective de travail s'applique, conformément à l'article 1er ci-avant, aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et aux employées et aux employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixée par cette commission paritaire.

Article 3. - La procédure d'adhésion à la présente convention collective de travail est définie comme suit :

A. Si l'adhésion s'opère par convention collective de travail, elle doit mentionner qu'elle est conclue en exécution de la présente convention collective de travail sectorielle; elle sera envoyée pour dépôt au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail. Une copie de cette convention collective de travail sera envoyée au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente convention collective de travail;

B. Si l'adhésion s'opère par acte d'adhésion, la procédure est la suivante :

L'adhésion se fait par la signification d'un acte d'adhésion dont un modèle est joint en annexe à la présente convention collective de travail.

Cet acte d'adhésion doit être communiqué par écrit par l'employeur à chaque employé. Pendant huit jours à partir de cette communication écrite, l'employeur met un registre à la disposition des employés, dans lequel ceux-ci peuvent formuler leurs observations.

Cet acte d'adhésion doit mentionner qu'il est conclu en exécution de la présente convention collective de travail sectorielle; Il sera envoyé — après le délai de huit jours susmentionné et avec le registre — pour dépôt au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée pour information au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente convention collective de travail.

Article 4. - Le régime d'indemnité complémentaire visé à l'article 1er de la présente convention collective de travail est prévu pour les employés :

- 1° ayant atteint ou atteignant, au moment de la fin de leur contrat de travail et au plus tard le 31 décembre 2002, l'âge de 56 ans ou plus.
- 2° satisfaisant aux conditions légales régissant la matière : par conséquent, les employés concernés devront pouvoir justifier de 33 années de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié ainsi que de 20 ans au minimum dans un régime de travail tel que visé dans l'article 1er de la convention collective de travail n° 46 conclue au Conseil national du travail le 23 mars 1990. En outre, les employés concernés devront justifier d'au moins 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise; la convention collective de travail ou l'acte d'adhésion pourra porter cette condition d'ancienneté dans l'entreprise à un maximum de 20 ans.
- 3° qui sont licenciés, sauf en cas de motif grave au sens de la législation relative aux contrats de travail.

Les employés concernés seront invités le cas échéant par l'employeur à un entretien prévu à l'article 10 de la convention collective de travail précitée n° 17, conclue au Conseil national du travail ; le cas échéant, la procédure de licenciement sera exécutée.

Article 5. - Pour les employés concernés, les mêmes dispositions et procédures que celles fixées par la convention collective de travail n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail sont d'application.

L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur sera calculée comme défini aux articles 6 et 7 de la convention collective de travail n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail. Par conséquent, cette indemnité complémentaire sera égale à 50 p.c. de la différence entre l'allocation de chômage et la rémunération nette de référence de l'employé.

Article 6. - L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente convention collective de travail est octroyée, conformément aux dispositions de la convention collective de travail n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail, à partir de l'expiration du délai de préavis jusques et y compris le mois au cours duquel les employés prépensionnés atteignent l'âge de prise de cours de leur pension légale.

Article 7. - L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente convention collective de travail est payée mensuellement.

Son montant est, conformément à l'article 8 de la convention collective n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail :

- lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en la matière aux allocations de chômage ;
- révisé conformément au coefficient annuel de réévaluation déterminé par le Conseil national du travail en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

Article 8. - Les employés prépensionnés s'engagent à informer immédiatement leur dernier employeur s'ils reprennent une activité. S'ils reprennent une activité autre que celle autorisée aux prépensionnés par la législation, le paiement de l'indemnité complémentaire dont question à l'article 4 de la présente convention collective de travail est suspendu.

En tout cas, ils fourniront tous les trois mois la preuve qu'ils continuent à bénéficier des allocations de chômage.

Article 9. - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2001 et prend fin le 31 décembre 2002.

Elle sera déposée au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail et la force obligatoire par arrêté royal est demandée.

Annexe - Modèle d'acte d'adhésion conformément à l'article 3 B de la présente convention collective de travail sectorielle

Prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2001 et 2002 pour les employés ayant 33 ans de passé professionnel en tant que salarié et au minimum 20 ans de prestations dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail n° 46 du Conseil national du travail ainsi qu'au moins 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise (1).

I. Identité de l'entreprise

- 1.1. Nom et prénom et raison sociale.....
- 1.2. Domicile ou siège social rue/avenuen°.....
code postal..... commune.....
- 1.3. Unité technique d'exploitation (siège d'exploitation)
rue/av..... n°
code postal..... commune
- 1.4. TéléphoneFax :
- 1.5. Identité du signataire
fonction.....
- 1.6. N° de Commission paritaire.....
- 1.7. Numéro d'immatriculation à l'ONSS.....

II. Déclaration d'adhésion

Le présent acte d'adhésion est souscrit en exécution de la convention collective de travail, relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2001 et 2002, conclue le 10 juillet 2001 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et dont une copie est annexée au présent acte d'adhésion.

L'employeur soussigné déclare adhérer à la convention collective de travail sectorielle précitée conclue le 10 juillet 2001 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et couvrant la période du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002.(1)

(1) cette ancienneté de 5 ans dans l'entreprise peut, moyennant une mention expresse par l'employeur dans le point II du présent acte d'adhésion, être portée à maximum 20 ans. Si l'employeur souhaite soumettre l'accès à cette prépension conventionnelle à des conditions supplémentaires, il doit également les mentionner expressément au point II du présent acte d'adhésion.

III. Engagements

L'employeur soussigné atteste que le présent acte d'adhésion a été soumis à la consultation des employés conformément aux dispositions de la convention collective de travail précitée.

IV. Procédure

Un exemplaire du présent acte d'adhésion sera, après la consultation mentionnée au point III ci-dessus, accompagné du registre mentionné à l'article 3 B de la convention collective de travail sectorielle susmentionnée, envoyé pour dépôt au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, qui en informe les signataires de la présente convention collective de travail sectorielle.

Fait à, le

(signature, identité et fonction du signataire)

01-08-2001

1/10/2001

NR.
N°

59053

4

Brugpensioen vanaf 56 jaar in 2001 en 2002

Collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2001 en 2002 gesloten op 10 juli 2001 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Artikel 1. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 van 22 december 2000, van art. 8 § 2 van het nationaal akkoord 2001-2002 betreffende de loonkostontwikkeling, permanente vorming en tewerkstelling gesloten op 26 maart 2001 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en van de bekend te maken wet overeenkomstig het voornoemd interprofessioneel akkoord 2001-2002.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is alleen maar van toepassing op de ondernemingen die hiermede op hun niveau instemmen, hetzij onder de vorm van een collectieve arbeidsovereenkomst hetzij onder de vorm van een toetredingsakte tot deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel de inrichting, voor een duur beperkt tot de periode die zich strekt van 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002 en overeenkomstig de modaliteiten voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 van 19 december 1974 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen.

Artikel 2. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is, overeenkomstig artikel 1 hierboven, van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor bedienden uit de scheikundige nijverheid en op de bedienden waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door dit paritair comité.

Artikel 3. - De toetredingsprocedure tot onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt als volgt vastgesteld :

A. Indien de toetreding gebeurt via een collectieve arbeidsovereenkomst dient deze collectieve arbeidsovereenkomst te vermelden dat hij gesloten is in uitvoering van deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst; hij wordt voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid. Een afschrift van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt ter kennisgeving verzonden naar de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze collectieve arbeidsovereenkomst van in kennis brengt;

B. Indien de toetreding via toetredingsakte gebeurt is de procedure als volgt :

De toetreding gebeurt door de betekening van een toetredingsakte, waarvan een model in bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt toegevoegd.

Deze toetredingsakte dient door de werkgever aan elke bediende schriftelijk te worden meegedeeld. Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de bedienden waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven.

Deze toetredingsakte dient te vermelden dat zij opgemaakt is in uitvoering van deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst. Zij wordt — na de hierbovenvermelde termijn van acht dagen en samen met het register — voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Een afschrift van deze toetredingsakte evenals van het voornoemd register, wordt ter kennisgeving verzonden naar de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van in kennis brengt.

Artikel 4. - De in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde regeling van aanvullende vergoeding wordt voorzien voor de bedienden die :

- 1° de leeftijd van 56 jaar of meer hebben bereikt of zullen bereiken op het ogenblik van de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst en uiterlijk op 31 december 2002.
- 2° voldoen aan de terzake geldende wettelijke voorwaarden : bijgevolg zullen de betrokken bedienden een beroepsverleden als loontrekkende van 33 jaar moeten kunnen rechtvaardigen evenals minimaal 20 jaar gewerkt te hebben in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 46 gesloten op 23 maart 1990 in de Nationale Arbeidsraad. Bovendien zullen de betrokken bedienden ten minste 5 jaar anciënniteit in de onderneming moeten bewijzen; de collectieve arbeidsovereenkomst of de toetredingsakte kan deze anciënniteitsvoorwaarde in de onderneming brengen op maximaal 20 jaar.
- 3° ontslagen worden, behoudens wegens dringende reden zoals bedoeld in de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De betrokken bedienden zullen desgevallend door de werkgever uitgenodigd worden tot een onderhoud zoals voorzien in artikel 10 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Er zal, desgevallend, tot de ontslagprocedure worden overgegaan.

Artikel 5. - Voor de betrokken bedienden gelden dezelfde voorwaarden en procedures als deze bepaald in de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 van de Nationale Arbeidsraad.

De aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever zal berekend worden zoals bepaald in de artikelen 6 en 7 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 van de Nationale Arbeidsraad. Bijgevolg zal deze aanvullende vergoeding gelijk zijn aan 50 pct. van het verschil tussen de werkloosheidsuitkering en het netto referteloon van de werkmán.

Artikel 6. - De in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde aanvullende vergoeding wordt, overeenkomstig de bepalingen van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 van de Nationale Arbeidsraad, toegekend vanaf het einde van de opzeggingstermijn tot en met de maand waarin de bruggepensioneerde bedienden de leeftijd bereiken waarop hun wettelijk rustpensioen ingaat.

Artikel 7. - De in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde aanvullende vergoeding wordt maandelijks van de Nationale Arbeidsraad uitbetaald.

Zijn bedrag wordt, overeenkomstig artikel 8 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 van de Nationale Arbeidsraad :

- gebonden aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de modaliteiten die van toepassing zijn inzake werkloosheidsuitkeringen ;
- herzien overeenkomstig de herwaarderingscoëfficiënt door de Nationale Arbeidsraad jaarlijks vastgesteld, in functie van de evolutie van de regelingslonen.

Artikel 8. - De betrokken bruggepensioneerde bedienden verbinden zich ertoe hun laatste werkgever onmiddellijk in te lichten indien zij een activiteit hernemen. Hernemen zij een andere activiteit dan deze die aan de bruggepensioneerden door de wetgeving toegelaten is, dan wordt de uitbetaling van de in artikel 4 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde aanvullende vergoeding opgeschort.

In elk geval zullen zij om de drie maand het bewijs voorleggen dat zij van de werkloosheidsuitkeringen blijven genieten.

Artikel 9. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2001 en eindigt op 31 december 2002.

Zij zal worden neergelegd ter Griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en de algemeen verbindende kracht bij koninklijk besluit wordt gevraagd.

Bijlage - Model van toetredingsakte overeenkomstig artikel 3 B van deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst

Conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2001 en 2002 voor de bedienden met 33 jaar beroepsverleden als loontrekkende en minimaal 20 jaar prestaties in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 46 van de Nationale Arbeidsraad evenals minstens 5 jaar anciënniteit in de onderneming (1).

I. Identiteit van de onderneming

- 1.1. Naam en voornaam of firmanaam
- 1.2. Woonplaats of sociale zetel straat
- postnummer gemeente
- 1.3. Zetel technische bedrijfseenheid (exploitatiezetel)
- straat
- postnummer gemeente
- 1.4. Telefoon
- 1.5. Identiteit van de ondertekenaar
- functie
- 1.6. Nr Paritair Comité
- 1.7. Inschrijvingsnummer bij de RSZ

II. Toetredingsverklaring

Deze toetredingsakte wordt onderschreven in uitvoering van art. 3 B van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2001 en 2002 gesloten op 10 juli 2001 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en waarvan een kopij bijgevoegd is bij deze toetredingsakte.

De ondergetekende werkgever verklaart toe te treden bij voornoemde sectorale collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 10 juli 2001 in de schoot van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en die de periode van 1 januari 2001 tot 31 december 2002 dekt.(1)

(1) Deze anciënniteit van 5 jaar in de onderneming mag door de werkgever, mits een uitdrukkelijke vermelding door de werkgever in punt II van deze toetredingsakte, tot maximum 20 jaar worden gebracht . Indien de werkgever de toegang tot dit conventioneel brugpensioen afhankelijk wenst te maken van supplementaire voorwaarden dient hij ze eveneens uitdrukkelijk te vermelden in punt II van deze toetredingsakte.

III. Verbintenissen

De ondergetekende werkgever bevestigt dat deze toetredingsakte ter raadpleging aan de bedienden werd voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst.

IV. Procedure

Een exemplaar van deze toetredingsakte wordt, na de in punt III hierboven vermelde raadpleging, samen met het register vermeld in art. 3 B van de hogervermelde sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Een afschrift van deze toetredingsakte wordt, samen met een afschrift van het voornoemd register, ter kennisgeving verzonden naar de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van in kennis brengt.

Opgemaakt te....., op.....

(ondertekening, identiteit en functie van de ondertekenaar)